

Tarifs télécoms : l'Etat se fait menaçant

Les opérateurs de téléphonie mobile se font taper sur les doigts par le gouvernement. Dans un entretien publié par

Le Parisien de ce 23 mai, le ministre de l'Industrie, Patrick Devedjian, se dit « préoccupé » par la situation actuelle de la téléphonie mobile. Pour le ministre, rien ne va: « Les prix sont trop élevés, l'offre de service n'est pas assez diversifiée et le taux de pénétration du marché est largement insuffisant. Je veux voir une évolution notable d'ici à la rentrée », a tranché le ministre. Le prix des SMS est également dans le collimateur du gouvernement qui visiblement rejoint la position de l'association UFC Que Choisir. « Je veux en particulier une baisse réelle du prix des SMS qui, vendus actuellement 15 centimes d'euro à l'unité, ne coûtent au maximum que 7 à 8 centimes, ce qui laisse tout de même une marge de 100% aux opérateurs ». L'argument des opérateurs, qui ont rétorqué que ce service était vendu au juste prix, n'a donc pas été entendu... Et si rien ne bouge, continue le ministre, des sanctions pourraient tomber: « S'ils n'entendent pas cet appel, l'Etat devra prendre ses responsabilités ». Et d'agiter le bâton de l'ouverture à la concurrence: « De nouveaux opérateurs doivent pouvoir pénétrer le marché, notamment en utilisant les réseaux cellulaires des opérateurs actuels pour proposer leurs propres services de téléphonie mobile », suggère Patrick Devedjian. Le discours est ferme. Il n'est pas question d'attendre: « Certes, les opérateurs ont beaucoup investi et il leur a fallu du temps pour reconstituer leurs marges, mais c'est aujourd'hui chose faite. Les prix doivent donc baisser », conclut-il. La balle est désormais dans le camp des opérateurs. SFR a été le premier à réagir: il a annoncé le même jour, une baisse sensible des tarifs de ses SMS hors forfait (cf. notre article). Du côté des associations de consommateurs, on se réjouit de l'attitude du gouvernement. « On se bat depuis deux ans sur les mêmes thèmes », explique Alain Bazot, président de l'UFC-Que Choisir, « Pour une fois, on se sent écouté ». Et de poursuivre: « Il était temps que les pouvoirs publics prennent conscience de ces problèmes de prix et de concurrence. Il faut faire bouger les choses et éviter qu'Orange et SFR construisent un oligopole. Introduire de nouveaux acteurs sur le marché est une première avancée qui va dans le bon sens ». Profitant de la transposition des directives européennes, le rôle de l'ART, l'autorité de régulation des télécoms, se trouve renforcé afin de contraindre les opérateurs à louer leurs réseaux. La date butoir du début septembre a enfin été évoquée.